



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20220705-2022\_40-DE

# DÉLIBÉRATION

2022/40

## MISE EN PLACE DU SERVICE « PAIE A FAÇON »

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 5 Juillet 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Claude DUHAMEL, Maire de MONT-BERNANCHON – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

**Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Le Président expose que suite aux sollicitations et demandes exprimées par les collectivités et établissements du Pas-de-Calais au travers notamment des rencontres de territoires et des questionnaires portant sur les attentes des adhérents, il a été envisagé la possibilité de mettre en place un service « paie à façon » par notre établissement à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

A cette fin, une nouvelle enquête portant exclusivement sur cette possibilité a été lancée afin de procéder à un premier recensement des besoins et des attentes des collectivités et établissements sur cette thématique.

A ce jour, 55 réponses positives marquant l'intérêt pour ce type de prestations ont été enregistrées par nos services. Il s'agit donc de collectivités et d'établissements potentiellement adhérentes à cette nouvelle mission.

A la lecture des réponses nous avons une répartition des possibles adhérents comme suit :

- 37 collectivités ou établissements de moins de 25 agents et élus
- 07 collectivités ou établissements de 25 à 50 agents et élus
- 04 collectivités et établissements de 50 à 100 agents et élus
- 04 collectivités et établissements de 101 à 200 agents et élus
- 03 collectivités et établissements de plus de 200 agents et élus.

Le tout représentant la confection possible de 2202 fiches de paie mensuelles.

La seconde phase passe par l'adhésion des collectivités et établissements au dispositif ainsi mis en place de manière formalisée avec la prise d'une délibération au sein de chaque entité et la signature de la convention de service « paie à façon » jointes en annexe à la présente.

Ainsi l'objet du service consiste pour la collectivité ou l'établissement signataire, de confier par convention la réalisation des tâches administratives relatives à la paie de son personnel, de ses élus, et par là même de l'intégralité des personnels rémunérés par elle, à notre établissement.

La convention entend également préciser le rôle de chacun, les limites de prestations de la mission ainsi mise en place, et les responsabilités et droits de chacun des partenaires.

Conformément à l'article L 452-30 du Code Général de la Fonction Publique, la participation financière demandée aux collectivités et établissements bénéficiaires de la prestation « paie à façon » est destinée à couvrir les dépenses afférentes audit service, afin que ces dernières ne grèvent pas le budget général du Centre de Gestion.

La collectivité ou l'établissement s'engage à régler au Centre de Gestion, à réception du titre de recettes émis par l'établissement, les frais correspondants à la prestation sur la base des tarifs arrêtés par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion et en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

La facturation des prestations sera effectuée trimestriellement, à la fin de chaque mois de mars, juin, septembre et décembre. Dans le cas où la collectivité ou l'établissement aurait un effectif (agents et élus) supérieur à 50 paies mensuelles, la facturation se fera mensuellement.

Le montant de la participation financière au titre de l'année 2023 est fixée à 11 euros par bulletin de salaire émis.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* la proposition du Président relative à la mise en place du service paie à façon ainsi présentée ;
- ♦ *VALIDE* la convention de prestation paie à façon proposée en annexe ;
- ♦ *AUTORISE* le Centre de Gestion à facturer le coût de la prestation par bulletin émis mensuellement à hauteur de 11 euros et à émettre la facturation correspondante selon les termes fixés dans la présente et la convention ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions à intervenir et tous les actes relatifs à ce dispositif.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 5 juillet 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY